



URBanisme Aménagement et Développement Durable

✉ Rue de Bezelles ZA de Roumagnac 81600 GAILLAC

☎ 05.63.41.18.43

sebastien.charruyer@urba2d.com

Département du Tarn

PETR des Hautes Terres d'Oc

DÉCLARATION DE PROJET N°1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DES HAUTES TERRES D'OC AVEC LE PROJET " SIAT "

Procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du SCoT approuvée le :
18 mars 2024

Le Président : M. FABRE Jean Marie



RÉPONSE À L'AVIS DE LA MRAE



SCoT Hautes Terres d'Oc – Le 01/12/2023

Mémoire de réponse à l'avis de la MRAE¹ du 21/09/2023 sur la mise en compatibilité du SCoT Hautes Terres d'Oc par déclaration de projet pour un site industriel à Le Bez (Tarn)

Ce document a été réalisé par le PETR Hautes Terres d'Oc en association avec la communauté de communes Sidobre Vals et plateaux, le groupe SIAT et les bureaux d'études Urba2d et Rural Concept en charge de la réalisation du dossier de mise en compatibilité du SCoT.

Introduction

En application des articles L.104-6 et R.104-23 du Code de l'Urbanisme, l'autorité environnementale (ici la Mission Régionale d'Autorité environnementale Occitanie) est saisie sur le projet de mise en compatibilité du PLUi et notamment son évaluation environnementale.

La MRAe Occitanie a ainsi été saisie dans ce cadre par courrier électronique du Pôle Territorial Hautes Terres d'Oc en date du 27/06/2023 (accusé de réception en date du 03/07/2023).

En retour, un avis de la MRAe sur le dossier a été émis en date du 21/09/2023 conformément à l'article R104-25 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R.123-8 du Code de l'Environnement, une réponse écrite du maître d'ouvrage doit être jointe au dossier d'enquête publique de la mise en compatibilité du SCoT. Le présent document constitue cette réponse et aura vocation à être communiqué à la MRAe et au public dans le cadre de l'enquête publique.

Principe de lecture du document :

Les remarques de la MRAE apparaissent encadrées en bleu surligné et encadrée.

Les réponses du PETR Hautes Terres d'Oc apparaissent en noir gras.

Remarque globale de la MRAE : elle recommande de compléter le rapport de présentation conformément aux attendus de la retranscription de l'évaluation stratégique d'un document d'urbanisme

Réponse du PETR : Hautes Terres d'Oc va tâcher de compléter ci-dessous l'évaluation stratégique de son Schéma de Cohérence Territoriale selon les remarques formulées par le MRAe.

¹ Mission régionale d'autorité environnementale Occitanie

I- Incidences notables sur le site Natura 2000 et mesures Eviter-Réduire Compenser (ERC) à mettre en place

Remarque 1 de la MRAe : Il manque ici l'analyse des incidences notables de la mise en œuvre du plan, en particulier sur le site Natura 2000 « Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » [...]

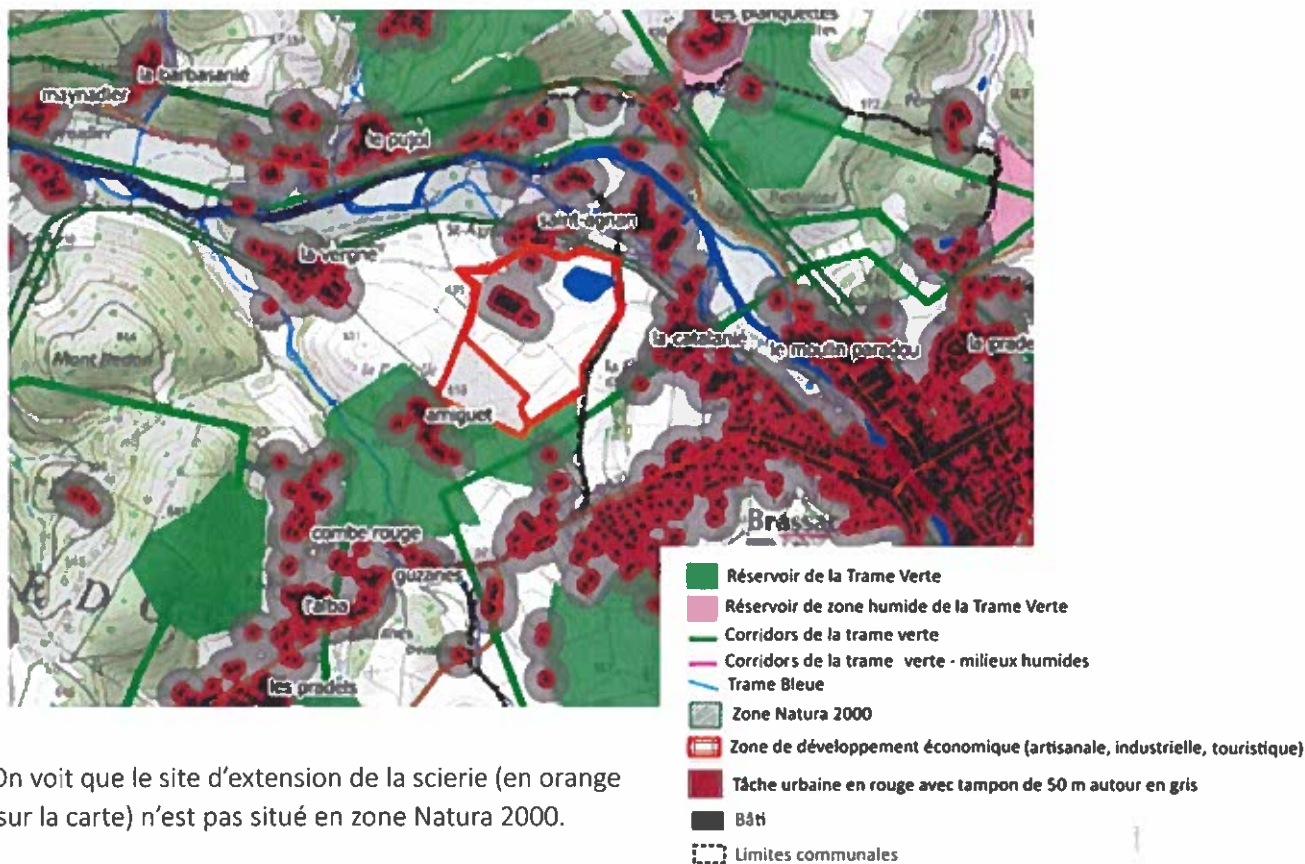
Remarque 2 de la MRAe : les mesures envisagées pour éviter, réduire et, s'il y a lieu, compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur les enjeux environnementaux précités qui n'ont pas été analysés :

Remarque 3 de la MRAe : En lien avec le projet, de nombreuses incidences sur les milieux naturels restent à analyser, sur le cours d'eau et la zone humide, les fonctionnalités écologiques notamment. Sur le site Natura 2000, le rapport indique qu'« en l'état actuel d'avancement du projet, il n'est pas possible d'affirmer que ledit projet, de pas ses effluents, n'est pas susceptible d'avoir des impacts sur le site Natura 2000 ». Il appartient au rapport de présentation de distinguer les incidences du projet de celui de l'évolution du SCoT, pour conclure dès ce stade sur les incidences de ces seules évolutions. L'évaluation des incidences Natura 2000 doit être conclusive sur la caractérisation des incidences du document d'urbanisme.

La MRAE recommande de reprendre l'analyse des incidences sur le site Natura 2000 et d'engager les procédures nécessaires en cas d'impacts significatifs dommageables.

Réponse du PETR Hautes Terres d'Oc :

Afin d'appréhender les points de conflits éventuels, la tâche urbaine augmentée d'un tampon de 50 m et la zone de développement économique ont été cartographiés :



Il faut préciser qu'il s'agit ici de mettre en compatibilité un document d'urbanisme et que les incidences notables sur le site Natura 2000, les mesures ERC à mettre en place et plus généralement sur les impacts environnementaux du projet seront approfondies dans le cadre d'une étude environnementale 4 saisons qui figurera dans la procédure de déclaration de projet ICPE de l'entreprise SIAT.

1.1°- Enjeux² : La zone d'étude est principalement constituée de zones anthropisées, de prairie, de cultures et de haies.

Enjeux modérés à forts relatifs à l'Avifaune : La plupart des espèces inventoriées sont des espèces communes qui ne présentent pas d'enjeu fort. Néanmoins, certaines espèces se démarquent par leur statut sur la liste rouge régionale de l'UICN : le Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*), le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et l'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*). Parmi ces 3 espèces, le Gobemouche noir représente le plus grand enjeu. C'est un oiseau avant tout forestier qui niche dans les cavités des arbres mais sa nidification sur le site est possible, sa présence à proximité des haies n'est pas à négliger. Les espèces communes comme la Mésange charbonnière (*Parus major*), le Merle noir (*Turdus merula*) ou la Corneille noire (*Corvus corone*) affectionnent particulièrement les fourrés et/ou les arbres pour s'abriter et se reproduire.

Présence du Grèbe huppé (« Quasi-menacé » dans la région), de la Grande aigrette (*Casmerodius albus*) et du Canard colvert (*Anas platyrhynchos*) inféodés au milieu aquatique.

L'enjeu général pour l'Avifaune est potentiellement modéré à fort et réside principalement dans la conservation des linéaires d'arbres du site.

Enjeux forts relatifs aux invertébrés : présence forte d'espèces communes de milieux ouverts et d'insectes saproxylophages dans les linéaires d'arbres du site.

Enjeux faibles relatifs aux Amphibiens et Reptiles : Aucun Amphibien ni Reptile n'a été observé sur le site d'étude. Le bassin de rétention à proximité du ruisseau en contrebas et de la zone humide peut être favorable à la présence ou au passage d'Amphibiens.

Enjeux forts relatifs aux mammifères : présence de mulots, hérissons, écureuils, présence d'habitat pour les chiroptères (Noctule commune et Grande noctule) qui se logent dans les fissures et cavités des grands arbres.

L'enjeu lié aux milieux naturels demeure dans la préservation des habitats possédant un intérêt majeur : les haies représentant un enjeu fort tout comme les zones humides et ruisseaux (juste au nord de la zone d'étude).

Même si le site d'implantation du projet n'est pas situé sur la zone Natura 2000 « Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou », un ruisseau lui appartenant la borde et abrite des espèces à enjeu telle que la Moule perlière (*Margarifera margarifera*).

1.2°- Incidences : l'extension de la scierie sur cette zone (anthropisée de prairie, de cultures et de haies, ruisseau appartenant à la zone Natura 2000) peut être préjudiciable aux habitats et aux espèces concernées si les prélèvements d'eau et les rejets d'eaux usées ne sont pas maîtrisés et si les haies présentes ne sont pas conservées.

² Etude environnementale réalisée par Rural Concept.

1.3°- Mesures ERC à mettre en place :

Eviter : faire une étude sur les impacts vis-à-vis des effluents rejetés, leur volume et leur qualité. Stocker (bassin de rétention), traiter et canaliser les effluents pour qu'ils n'impactent pas les espèces et leurs habitants présents sur le site.

Réduire :

- conserver les haies,
- maîtriser les rejets d'eaux usées et d'eau pluviale
- préserver les abords de ruisseau.

Compenser :

- Recréer à proximité un linéaire de haies équivalent à celui détruit le cas échéant
- Mettre en place de la gestion conservatoire sur des prairies permanentes proches.

A noter que la communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux a déjà réalisé les aménagements nécessaires pour canaliser les eaux pluviales provenant de la route et a informé le porteur de projet de la nécessité de procéder aux aménagements nécessaires pour gérer les eaux pluviales qui découleront de l'agrandissement du site.

En outre, une zone naturelle inoccupée de plusieurs mètres a été conservée au nord entre le site du projet et le ruisseau.

L'analyse des incidences de la mise en compatibilité du SCoT sur le site Natura 2000 « Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Vial, de l'Agout et du Gijou » sera ajoutée au rapport de présentation et proposera les mesures ERC à mettre en place.

II- Incidences sur les enjeux de santé humaine et de risque de rupture de barrage et séquence ERC

Remarque 4 de la MRAe : Il manque ici l'analyse des incidences [...] et sur d'autres enjeux insuffisamment analysés à ce stade tels que la santé humaine et le risque de rupture de barrage ;

Remarque 2bis de la MRAe : les mesures envisagées pour éviter, réduire et, s'il y a lieu, compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur les enjeux environnementaux précités qui n'ont pas été analysés ;

Réponse du PETR Hautes Terres d'Oc :

2.1°- Risque sur la santé et séquence ERC :

2.1.1°-Nuisances sonores

a- **Risques** :

L'accroissement d'activité du site aura un impact :

- **A l'activité déjà existante** de première **transformation du bois**, vont s'ajouter celles de deuxième transformation, de fabrication de granulés de bois et de fourniture d'énergie. On peut supposer que les volumes sonores vont augmenter ainsi que la durée du bruit.

- sur le trafic routier. A terme, une fois la capacité de production nominale atteinte, l'augmentation du trafic routier poids lourd est évaluée à environ 70 camions par jour en moyenne par rapport à l'existant.

b- Séquence ERC :

- Lié à la transformation du bois :

Eviter : Réaliser une étude d'impact acoustique optimisant l'orientation des bâtiments

Réduire :

- Compléter les haies pour amortir le bruit.
- Orienter et isoler phoniquement les bâtiments sensibles pour réduire les nuisances en respectant la réglementation en vigueur (Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement).

Compenser : sans objet.

- Lié au trafic routier :

Eviter : Sans objet

Réduire :

- Compléter les haies pour amortir le bruit.
- Positionner l'entrée principale du site avant la traversée du hameau.
- Respecter la réglementation en vigueur.

Compenser : sans objet.

2.1.2°- les risques d'accident de la route.

- a- Risque : le triplement du trafic de poids lourds augmente les risques liés aux accidents de la route.

b- Séquence ERC :

Eviter : aménagement d'un tournant à gauche sur la RD 622.

Réduire : sans objet.

Compenser : sans objet.

2.1.3°- Incidences liées au stockage du bois.

a- Risques :

Le bois rond stocké sur site avant transformation ne subit aucun traitement hormis l'aspersion d'eau sur une partie du stock permettant d'éviter le développement d'insectes et de champignons et ainsi maintenir un état de conservation de celui-ci.

Une activité de traitement par trempage des colis de produit fini est réalisée sur site.

Ce traitement est réalisé sous couvert par immersion des colis dans des bains composés à 97% d'eau et 3% de principe actif insecticide-fongicide. Ces bacs de trempage ainsi que les produits de traitement sont sous rétentions intégrales, les colis traités sont égouttés sur les bains puis stabilisés sous couvert avant mise en stock extérieur supprimant ainsi tout risque de ressuyage.

b- Séquence ERC :

Eviter :

- Respecter la réglementation relative aux ICPE et mise en place des meilleures techniques disponibles permettant de mettre en œuvre les mesures pour ne pas contaminer l'environnement
- Aménager des bassins de rétention
- Mettre en place un circuit fermé d'eau

Réduire : Procéder à des analyses fréquentes des effluents

Compenser : dépolluer la surface concernée par une éventuelle pollution.

2.1.4°- Emission de polluants atmosphériques.

a- Risques :

La combustion de la biomasse, le séchage du bois et des sciures, l'augmentation du trafic routier vont générer des émissions dans l'atmosphère de polluants atmosphériques, de composés organiques volatiles (COV) et de gaz à effet de serre qui sont néfastes à la santé humaine.

Dans le même temps, transformer localement ces bois permettra de réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains.

b- Séquence ERC :

Eviter : Respecter la réglementation relative aux ICPE

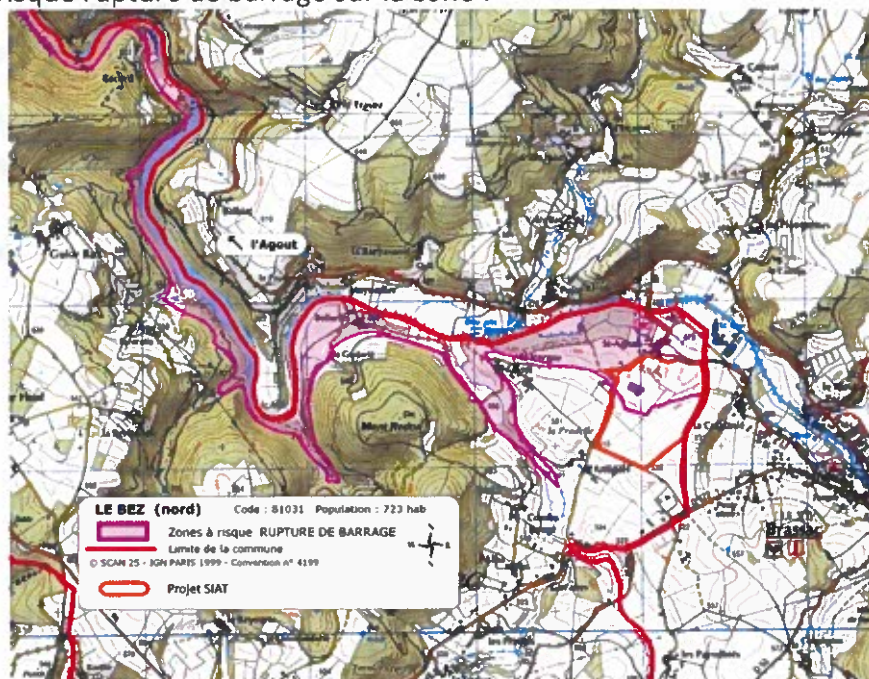
Réduire : Mettre en place les filtres adaptés.

Compenser : sans objet.

2.2°- Rupture de barrage, dans l'évaluation environnementale :

a- Risques :

Cartographie du risque rupture de barrage sur la zone :



Le projet est soumis au risque de rupture de barrage (Raviège et Laouzas) sur sa partie basse (nord de la zone).

b- Séquence ERC :

Eviter : sans objet.

Réduire : sans objet..

Compenser : sans objet.

III- Indicateurs d'évaluation du SCoT concernés :

Remarque 5 de la MRAe : « ces indicateurs issus de l'évaluation environnementale sont absents, le rapport de présentation n'évoquant que les mesures de suivi qui seront mises en place au niveau du projet, sans lien avec les indicateurs propres au SCoT, éventuellement impactés ».

Réponse du PETR Hautes Terres d'Oc :

Les indicateurs déterminés par le SCoT concernés sont :

- Consommation d'espace : PC accordés pour évaluer les prescriptions (PR) 1 à 6 par rapport à l'urbanisation (pages 10 à 14 du DOO du SCoT), PR20 « Implanter l'offre d'activités industrielles, artisanales et commerciales de manière cohérente » (page 27 du DOO), PR29 « Maîtriser la consommation d'espace (page 32 du DOO), PR31 « Maintenir l'équilibre entre activité agricole et urbanisation » (page 38 du DOO)
- Nombre de site urbanisés : en extension et au sein de la tâche urbaine
- Nombre de places de stationnement créées hors aires de covoiturage et hors constructions d'équipement afin d'évaluer la PR26 : organiser l'offre de stationnement (page 30 du DOO).
- Vérification de la compatibilité des documents d'urbanisme concernant notamment la Trame Verte et Bleue et la gestion des risques :
 - o PRESCRIPTION P39 : permettre le déplacement des espèces (page 77 du DOO)
 - o PRESCRIPTION P45 : protéger les zones humides et les milieux aquatiques conformément à la réglementation en vigueur (page 82 du DOO)
 - o PRESCRIPTION P46 : préserver les continuités longitudinales des cours d'eau et veiller au maintien d'un régime hydrologique adapté aux espèces aquatiques et à l'écoulement des eaux (page 83 du DOO)
 - o PRESCRIPTION P48 : gérer les eaux pluviales (page 86 du DOO)
 - o PRESCRIPTION P49 : anticiper les besoins en eau (page 86 du DOO)
 - o PRESCRIPTION P53 : assurer l'écoulement sécurisé de l'eau des cours d'eau et réduire la vulnérabilité au risque d'inondation et de rupture de barrage (page 91 du DOO)
- Concernant la filière bois : PR44 « soutenir une économie forestière respectueuse de l'environnement et de la TVB, indicateur d'évaluation :
 - Linéaires de dessertes forestières créés et aménagés
 - Nombre d'emplois de la filière bois créés

- Superficie en certification PEFC des forêts communales
- Superficie en certification PEFC des forêts privées
- Nombre de plans de gestion intégrant des indices de biodiversité

IV- Choix au regard des solutions alternatives prenant en compte l'environnement

Remarque 6 de la MRAe : Les choix au regard des solutions alternatives prenant en compte l'environnement sont très sommairement argumentés. Le rapport explique que le site de Labruguière exploité par le même groupe est écarté pour des motifs de fonctionnalité, ainsi qu'une meilleure maîtrise de l'environnement sonore et des impacts paysagers sans l'expliquer. Si le choix de restructurer un site existant à le Bez, limitant de fait certaines incidences, est en soi intéressant, il convient, pour la bonne information du public, de présenter clairement les incidences comparées des deux hypothèses.

Le site du Bez est situé en position centrale des massifs exploités (principalement monts de Lacaune et Montagne noire), le projet s'est donc naturellement porté sur ce site industriel de manière à réduire l'impact carbone lié au transport de matière première. Également, la topographie, la surface disponible en périphérie du site actuel ainsi que son éloignement avec les zones habitées sont des facteurs de décision pour le positionnement de ce projet :

- La topographie : permet la maîtrise des impact environnementaux : Le bruit et l'impact paysager par le positionnement des installations de première transformation en partie sud à proximité de talus formés par les travaux de terrassement.
- La surface disponible : Le financement du projet et des technologies de pointe permettant la réduction des impacts environnementaux (Multi-cyclone ; électrofiltre ; traitements acoustiques) nécessite un dimensionnement minimal des installations, ce projet ne peut être viable sur des surfaces plus limitées.
- Eloignement avec les zones habitées par rapport au site de Labruguière : Facilite la maîtrise des nuisances occasionnées.

Ces éléments justifient la priorisation de l'implantation du projet sur la site du Bez par rapport au site de Labruguière.

V- Remarque sur la maîtrise de la consommation d'espaces naturels et agricoles :

Remarque 7 de la MRAEe : La MRAe recommande d'exposer la manière dont le territoire entend s'inscrire dans la Trajectoire prévue par la loi « climat » de réduction de la consommation d'espace de 50 % en 2021-2032 par rapport à la décennie 2011-2021. Elle recommande à cet égard d'engager une réflexion globale pour plus de sobriété foncière. À défaut de pouvoir initier cette démarche dans le cadre de la mise en compatibilité, elle recommande à la collectivité de s'approprier rapidement cet enjeu à une échelle globale qui devrait conduire à questionner la consommation globalement prévue sur le territoire.

Réponse du PETR Hautes Terres d'Oc :

Le PETR Hautes Terres d'Oc mène un travail d'évaluation de l'artificialisation de son territoire selon la méthodologie utilisée pour l'élaboration du SCoT c'est-à-dire par analyse des permis de construire accordés durant la période de référence (2015-2023 pour son évaluation, 2011-31/12/2020 pour l'application de la loi climat et résilience). En effet, un observatoire local a été mis en place et une restitution aux élus des intercommunalités et des communes est prévue fin 2023/début 2024.

Dans le même temps, nous avons participé à la concertation menée par la Région Occitanie dont le but est de rendre compatible le SRADDET avec la loi Climat et Résilience.

Hautes Terres d'Oc a également organisé des réunions pour informer les élus à la notion de ZAN et à la nécessaire application du ZAN dans le SCoT.

Pour autant, cette déclaration de projet ne vise pas à rendre compatible le SCoT avec la loi Climat et Résilience. Il est indispensable au préalable que le SRADDET soit modifié pour intégrer la loi et c'est avec ce dernier que le SCoT devra être compatible (hiérarchie des normes des documents d'urbanisme).

Lors de la dernière journée de concertation avec les territoires, la Région Occitanie a exposé son intention de créer deux enveloppes d'artificialisation : une pour les grands projets économiques, l'autre pour le rééquilibrage territorial. Eventuellement, le projet de SIAT pourrait s'inscrire dans l'enveloppe des grands projets économique.

Ce projet s'inscrit également pleinement dans les ambitions de réindustrialisation de la France puisqu'il s'agit de relocaliser en France la ressource forestière française occitane qui est pour l'instant transformé à 36 % en dehors de la Région³. Cette relocalisation permettra ainsi de réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains, de distribuer des produits finis localement et de créer de l'emploi en région.

Plus localement, à l'échelle du SCoT, le projet de l'entreprise SIAT va permettre de créer en 3 ans près des ¾ des emplois que le SCoT ambitionne de créer dans son PADD pour la filière bois en 20 ans. En effet, l'entreprise va créer 180 emplois d'ici 2029 (sans compter les 650 emplois indirects estimés) alors que le SCoT pensait en créer 250 d'ici 2037. Ainsi, l'implantation de ce projet participe à montrer que les ambitions du SCoT seront atteintes en termes de développement économique et d'accueil de population et que ses besoins en termes de création de logements notamment sont prégnants.

En outre, comme le rappelle la MRAe, le projet SIAT s'appuie sur un site existant et seuls 6 ha sont rendus constructibles sur la trentaine que couvre le projet. Le fait de travailler sur l'existant s'inscrit aussi dans une démarche de limitation de la consommation d'espace par l'urbanisation.

Enfin, pour rappel, le calendrier déterminé par la loi indépendamment des éventuelles évolutions réglementaires :

- 22 novembre 2024 : la trajectoire ZAN doit être intégrée dans les SRADDET.
- 22 février 2027 : les SCoT doivent être compatibles avec le SRADDET intégrant la loi Climat et Résilience
- 22 février 2028 : les documents d'urbanisme locaux doivent être compatibles avec les SCoT ou le SRADDET en l'absence de SCoT.

Dans ce contexte, le PETR Hautes Terres d'Oc participe aux travaux de la Fédération des SCoT et à la concertation organisée par la Région Occitanie pour la mise en compatibilité de son SRADDET avec la loi Climat et Résilience.

Une concertation avec les élus du territoire sera mise en place prochainement pour atteindre la trajectoire déterminée par la loi et rendre compatible le SCoT avec le SRADDET de la Région Occitanie.

Le Président du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural des Hautes Terres d'Oc, Jean-Marie FABRE.



³ Source : FCBA.